

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux, 2016

Emanuel Guay

Numéro 17, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84493ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Guay, E. (2017). Compte rendu de [Francis Dupuis-Déri, *La peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Montréal, Lux, 2016]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 223–225.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Francis Dupuis-Déri,
La peur du peuple. Agoraphobie et agoraphilie politiques,
Montréal, Lux, 2016

EMANUEL GUAY

Dans son plus récent ouvrage, Dupuis-Déri nous offre une perspective particulièrement riche sur les liens qui unissent des concepts tels que la démocratie, le peuple et le pouvoir, à partir d'une distinction qu'il propose entre l'*agoraphobie* et l'*agoraphilie* politique. Ces deux termes désignent des attitudes opposées face à la capacité qu'ont les personnes ordinaires de se réunir afin de délibérer et de prendre des décisions en commun : si les agoraphobes se méfient du peuple assemblé, en lui reprochant entre autres d'être irrationnel, facilement influençable, prompt à la violence, etc., les agoraphiles estiment pour leur part que les pratiques de démocratie directe sont la meilleure manière de se prémunir contre les abus de pouvoir et la concentration de ce dernier dans quelques mains. Dans l'opposition entre ces deux perspectives se discernent des enjeux lourds de sens – les pratiques agoraphiles constituent en effet un scandale pour l'élite parce qu'elles invalident la nécessité d'une coupure entre les personnes qui obéissent et celles qui commandent, en démontrant que les dominé-e-s peuvent se gouverner par et pour eux et elles-mêmes.

Pour pousser cette analyse plus loin, Dupuis-Déri mobilise quatre notions supplémentaires, soit le *pouvoir sur* (entendu comme une emprise sur l'action d'autrui), le *pouvoir de* (soit une capacité générale d'action), le *pouvoir avec* (compris comme la mise en commun du *pouvoir de*) et le *pouvoir du dedans* (qui désigne l'autonomie et la confiance qu'une personne ou une collectivité développe par un ensemble de pratiques et de luttes). Ces notions le mènent à affirmer que « par peur ou haine du peuple (se) gouvernant, l'agoraphobie politique propose qu'une élite exerce son *pouvoir sur* le peuple (domination), alors que l'agoraphilie politique désire que le peuple exerce son *pouvoir faire* (autonomie), qui est à la fois un *pouvoir avec* (pouvoir collectif) et un *pouvoir du dedans* » (p. 59).

Fort de cette distinction entre agoraphobes et agoraphiles politiques, Dupuis-Déri aborde aux chapitres 1 et 7 de l'ouvrage la question du peuple, en proposant notamment de le diviser en deux ensembles, soit le *dèmos* et la *plèbe*. Si le *dèmos* incarne la capacité qu'ont les personnes sans titre ni qualification à se rassembler pour délibérer, la *plèbe* représente la capacité de ces mêmes personnes à mener des actions politiques autonomes, en dehors des relais institutionnels convenus et des espaces traditionnels de pouvoir (le parlement, les urnes, les médias de masse, etc.). Le politologue insiste sur l'articulation qui unit ces deux formes du peuple, une association étudiante pouvant par exemple décider en assemblée

générale (dêmos) de mener une action de perturbation à laquelle elle convie ses membres ensuite (plêbe) (p. 255).

L'ensemble de l'ouvrage nous ramène à l'ambiguïté fondamentale qui traverse la notion de peuple, désignant à la fois le sujet souverain (le peuple des constitutions nationales) et l'ensemble des personnes qui sont exclues de cette même souveraineté, qui n'ont pas de prise effective sur les décisions qui affectent leur vie (le « petit peuple » méprisé par l'élite, les 99 % pour *Occupy*, etc.). Si la réflexion de Dupuis-Déri s'inscrit bien dans cette opposition entre la définition majoritaire (souveraineté) et minoritaire (exclusion) du peuple, il prend toutefois résolument le parti de la deuxième, en avançant que « le peuple, incapable de revendiquer le pouvoir comme un privilège associé à un titre, brandit la bannière de l'égalité pour se prévaloir collectivement du pouvoir et pour écarter toute prétention à le gouverner » (p. 35).

C'est à partir de cet engagement agoraphile et minoritaire (au sens entendu plus haut) que Dupuis-Déri propose une lecture de plusieurs thèmes politiques majeurs : il effectue d'abord un retour sur l'histoire oubliée des pratiques de démocratie directe à travers le monde (chapitre 2), puis offre une critique de la modernité politique et des fictions nationales qui lui sont associées (chapitre 4) pour dénoncer ensuite le caractère aristocratique du jeu parlementaire et de la politique partisane (chapitre 5) et effectuer finalement un tour d'horizon des pratiques économiques qui échappent aux tendances agoraphobes du capitalisme et du socialisme étatisé (chapitre 6). Les chapitres 3 et 8 permettent pour leur part de situer le débat entre agoraphobes et agoraphiles à l'intérieur d'une longue bataille pour imposer une certaine définition du peuple au détriment des autres possibles, avec les enjeux politiques qui entourent évidemment une telle question (désire-t-on un peuple docile et acceptant d'être représenté par des élu-e-s, ou un peuple qui aspire à se gouverner lui-même, etc.).

Le politologue avait démontré, dans un livre inspiré de sa thèse de doctorat, que la notion de démocratie, associée par les élites au début des Révolutions française et américaine à la tyrannie des pauvres et au chaos, a été progressivement récupérée par celles-ci afin de séduire les masses et de neutraliser leurs aspirations à un véritable pouvoir populaire. Il y constatait déjà que « dire que nous vivons dans une démocratie, c'est laisser entendre, et croire, que le peuple exerce plus de pouvoir qu'il ne peut réellement le faire, dans le cadre des institutions officielles. *C'est d'ailleurs pour cela que les élites politiques ont pu si aisément l'utiliser pour séduire les masses*¹ ». L'idée de démocratie ayant perdu sa capacité à créer des oppositions politiques fortes (qui se dirait antidémocrate aujourd'hui ?), Dupuis-Déri nous offre avec les notions d'agoraphobie et d'agoraphilie politiques une nouvelle manière de tracer des lignes de division, tout en soulevant de nombreux enjeux : comment s'organiser

1 Francis Dupuis-Déri, *Démocratie. Histoire politique d'un mot*, Montréal, Lux, 2013, p. 409 (nous soulignons).

dans une perspective agoraphile, comment éviter la reproduction des logiques agoraphobes au sein des espaces émancipés, quel rôle les institutions et pratiques déjà existantes peuvent-elles jouer dans cette lutte pour l'autonomisation du peuple ? Autant de questions au croisement de la production théorique et de l'engagement pratique, qui ne pourront être résolues que par « un va-et-vient entre la pensée, la parole et l'action » (p. 361).

Alan Sennett,
Revolutionary Marxism in Spain, 1930-1937,
 Boston, Brill, Historical Materialism, 2014

SERGE DENIS

L'étude que présente Alan Sennett sur le marxisme révolutionnaire en Espagne est importante, tant par son objet que par les thèmes spécifiques qu'il analyse. La période couverte voit en effet les conflits de classe se tendre progressivement jusqu'à un point de rupture, situation qui amène la formation, puis l'élection en février 1936 du Front populaire espagnol; les changements voulus par le peuple des campagnes et des villes sont multiples, démocratiques et sociaux : les paysans « occupent de grandes propriétés terriennes », les grèves ouvrières prolifèrent, on exige « la destruction des organisations fascistes » (p. 316), si bien qu'un groupe de généraux, à la tête desquels se trouve notamment le général Franco, s'engage dans un coup d'État qu'il veut préventif le 17 juillet suivant. L'effet direct du coup d'État, cependant, s'avère diamétralement contraire à ce qu'en attendaient les généraux : plutôt que de prévenir le déclenchement d'un processus de révolution ouverte, leur tentative le suscite directement et le justifie. Des milices ouvrières et antifascistes sont formées alors que s'engage par la base syndicale la collectivisation d'entreprises et que s'élargit l'appropriation de grands domaines agricoles. Débutent trois longues années d'une guerre civile féroce et sans merci, et d'un gouvernement de Front populaire qui, écrit Sennett, en viendra également à mener « une guerre civile dans la guerre civile », c'est-à-dire un gouvernement qui visera à contenir, puis à faire régresser sur le territoire qu'il contrôle, le processus de la révolution et les acquis des premiers mois de son déroulement. La défaite définitive aux mains du fascisme franquiste – appuyé par l'Église « et les traditionalistes catholiques, les monarchistes, les banquiers, les industriels, les grands propriétaires terriens » (p. 316) – survient quand les troupes insurgées réussissent finalement à subjuguier l'héroïque Catalogne en mars 1939. Plus la guerre civile se poursuivait, plus il devint clair, par ailleurs, que « certainement la Grande-Bretagne et peut-être même la France et les États-Unis soutenaient tacitement Franco » (p. 319) comme option la mieux en mesure de réinstaurer le règne sans partage de la propriété privée et d'une hiérarchie des